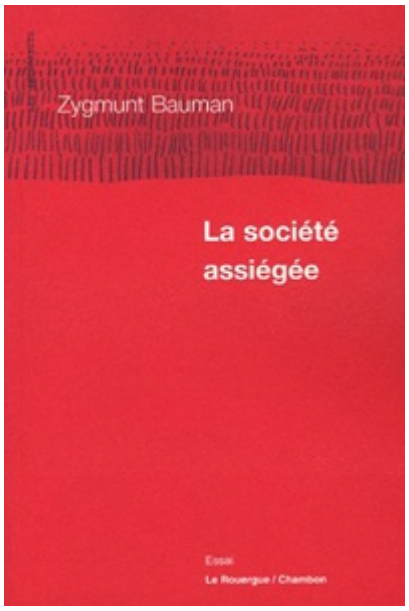
Le concept de « société » n’est plus un absolu.

La société assiégée, Zygmunt Bauman, Trad. de Society Under Siege, par Christophe Rosson, [2002], 2005.

Par Christian Ruby

Nous proposons ici une première esquisse autour de l’ouvrage de Zygmunt Bauman. Igor Moullier reprendra la question, dans un article futur, en accentuant la réflexion autrement. Ce premier compte-rendu descriptif devait cependant précéder l’analyse.



L’auteur (1925), polonais, est sociologue (Varsovie). Suite à la publication de quelques ouvrages analysant les sociétés contemporaines, dont l’un portait sur *Le Coût humain de la mondialisation* (Paris, Hachette, 2003, traduction de *Globalization : The Human Consequences*, Cambridge, Polity Press, 1998), il s’attache ici à deux objets : l’historicisation du concept de société et la formulation de la description pertinente de l’existence sociale contemporaine. Ces deux objets se recoupent, si l’on veut bien partir du système de questions suivant : qu’est-ce qu’enveloppe le concept de société (extension et compréhension), tel qu’il est construit, au 19e siècle ? Si le concept de société nous a servi longtemps de cadre cognitif, sa composition première et son rapport à l’ordre de la modernité peuvent-ils saisir encore quelque chose de notre

présent ? Les dynamiques centrales de notre époque, ses mutations et ses orientations ne font-elles pas *le siège* de cet ancien concept, jusqu'à présent jamais interrogé ? Et si tel est bien le cas, ne faut-il pas changer à la fois le concept de société (un concept périmé ?) et notre regard sur le présent (ainsi que sur la modernité), le concept de « société » étant « assiégé » par une réalité qui le met en question ?

En un mot, l'auteur ne se contente pas de décrire telle ou telle réalité, il construit une perspective qui contribue aussi à définir une position théorique, au sein de la sociologie : nous assistons, de nos jours, à une dissolution de l'idée même de société, entendue comme totalité de référence et d'identification, au sein de laquelle renvoyer à des valeurs communes (par identification simultanée de la société avec l'État-nation).

Cela étant, attention, la même phrase peut être lue ou prononcée de deux manières différentes :

– soit avec nostalgie (sur le modèle de ce qu'écrit Ernest Renan : « j'étais fait pour une société fondée sur le respect, où l'on est salué, classé, placé d'après son costume, où l'on n'a point à se protéger soi-même »), et effectivement, il existe en ce sens bien des réveils de patriotisme à l'ancienne ou des émotions patriotiques qui se produisent régulièrement, de façon routinière, autour des événements sportifs, dans la mesure où les établissements sportifs mondiaux se spécialisent dans l'apport d'exutoires aux pertes de crédibilité dont les anciennes orientations sont « victimes » (p. 17) ;

– soit sous le mode enthousiaste d'un encouragement au dépassement de la situation présente.

C'est la deuxième voie que choisit l'auteur, dont le raisonnement conduit à valoriser à la fois le concept de « modèle liquide de développement » (concept descriptif de la réalité présente) et le concept éthique et politique d'une nouvelle utopie sans *topos* (sans lieu), l'utopie d'une solidarité mondiale.

L'historicisation du concept de société.

L'auteur établit d'abord sa recherche sur un plan épistémologique (épistémologie de la sociologie) et historique (histoire d'un concept). Il interroge l'histoire de la sociologie, et dégage les connivences de la discipline avec l'État moderne et le principe national. Il relève la manière dont la pensée d'État a gouverné la pensée et la pratique des sociologues.

En reconsidérant les textes des premiers sociologues (d'Auguste Comte à Émile Durkheim (p. 66-67), en y ajoutant ceux de Norbert Elias et Talcott Parsons), il rappelle que l'élaboration du concept de société résulte de plusieurs partis pris : celui de connaître la condition humaine collective en refusant de l'envelopper de mystères (différence « communauté »/société, refus de l'idée mystique de peuple élu), mais aussi, découlant du premier (s'il n'y a pas de mystère, on peut à la fois chercher à dégager des rapports intrinsèques, ne dépendant que des humains, et chercher comment changer les choses, si on les trouve injustes), celui de vouloir participer à l'orientation de la société (savoir, pouvoir, prévoir). Le sociologue se voulait savant et politique (ou auprès du politique). L'imagination sociologique fut théorique *et* pratique. Elle voulait saisir le genre d'expérience humaine qui consiste à vivre au même endroit, dans l'interaction ciblée des différentes activités (p. 65).

La naissance de la sociologie accompagne, de surcroît, l'instauration de l'État moderne (mieux même : la majeure partie de l'histoire de la sociologie est contemporaine de l'histoire de l'État moderne). Un État qui, après avoir conquis l'avantage sur ses concurrents potentiels (les ethnies, les communautés religieuses, la parenté, la collection de localités monarchiques) dans la fondation institutionnelle, devait à la fois installer son pouvoir sur la société et protéger sa propre autorité sur elle (instaurant une loi commune, en remplacement des privilèges, et s'intéressant à la conduite de la production et de la distribution des richesses devenues « nationales »). Ce qu'il a réussi en soumettant toutes choses au format de la nation. Aussi devait-il écarter du pouvoir toutes les propositions qui tendaient à déployer des modèles sociaux de rechange. La sociologie y a sans aucun doute aidé.

Dès lors l'idée, commune à l'État moderne et à la sociologie, selon laquelle un « processus de civilisation » est nécessaire pour favoriser le développement des

humains, s'est concrétisée en imposition à chacun d'une « volonté de société » (sous la forme spécifique d'une volonté de centre, de clôture, de référence, de « chez soi » dont les symboles-figures imaginaires ont été le mur d'Hadrien, la Grande Muraille de Chine ou le mur de Berlin). Cette « volonté de société » ne s'est répandue que sous un seul modèle : « L'État-nation était une vision magnifique d'une nation alliée au régime politique ; les intérêts communautaires étant dissous dans la raison d'État, dont on ne pouvait plus les distinguer. La survie de la nation étant identique à la puissance de l'État, l'amour de la nation se manifestait au mieux par le respect méticuleux de la loi du pays et le fait de servir avec fidélité tout ce que l'on présentait et reconnaissait comme étant dans l'intérêt de l'État. L'État pouvait réclamer la loyauté indivise de tous les citoyens sans tenir compte d'aucun autre intérêt ».

Ce modèle a deux dimensions. Une dimension étatique, relative à l'identification de toutes choses à l'État, d'où partent tous les fils de l'intégration et les trajectoires de reproduction sociale : « l'alliance de la nation naissante et de l'État naissant, de la nation légitimant la demande de discipline formulée par l'État, et l'État se faisant le complice des ambitions d'intégration/assimilation/répression de la nation » (p. 14). Et une dimension sociologique : la société est pensée comme clôture, ligne de séparation entre une zone d'inclusion et une zone d'exclusion (norme/ déviance, p. 44), le sociologue se mettant au service de l'État (sous le statut de « technicien du social » (p. 50 *sq*.) pour donner des indications sur la manière d'entretenir la société dans cet état.

En un mot, en admettant que la sociologie classique soit bien née dans le cadre strict des États-nations, elle a alors posé un concept de « société » qui en manifeste les traits essentiels : la clôture sur soi, une certaine idée de l'unité et de l'attachement émotionnel à l'unité, et une figure de l'adéquation entre des frontières « naturelles » (jugées stables et infranchissables) et l'État. Encore ce modèle de société et d'État a-t-il toujours été fragile, et l'État n'a-t-il jamais réalisé réellement l'unanimité fondée sur l'identité qu'il recherchait : « L'unité ne fut presque jamais infaillible ni affranchie des forces centrifuges, et sa pérennité ne fut jamais considérée comme absolument garantie » (p. 20).

La séparation de l’État et de la nation.

Que se passe-t-il actuellement ? « La réalité sociale n’est plus ce qu’elle fut au temps où les pères fondateurs de la sociologie entreprirent de percer le mystère de la société déguisé en destin de l’homme » (p. 56). Elle est désormais tissée de dérégulation, flexibilité, réduction des dépenses publiques, et délégation de la responsabilité de la « vie heureuse » à des instances privées. Elle ne se compose plus autour du pôle société (fermée).

Les mutations dont nous sommes partie prenante ne jettent-elles donc pas à bas tant le concept de société (l’idée d’une communauté stable et soudée), que les raisonnements qui en rendent compte (le tout est supérieur à la somme de ses parties), que l’identification de la société avec l’État-nation, et les émotions patriotiques qui en garantissent la pérennité. En imposant la perte de la position privilégiée de l’État-nation — « dépouillé d’une grande partie de la souveraineté autrefois « totale » et globale, exposé plus souvent qu’à son tour une situation de non choix plutôt qu’exerçant un libre choix de politique, et ballotté par des forces extérieures plutôt que par les préférences exprimées démocratiquement de ses propres citoyens, l’État a perdu l’essentiel de son vieux charme de site d’investissement sûr et profitable » (p. 18) —, ces mutations imposent simultanément l’affaiblissement de l’idée selon laquelle la société serait une réalité fermée, administrée et gérée par des instances étatiques.

La globalisation a, il est vrai, plusieurs types d’effets, détaillés au long des chapitres de l’ouvrage. L’État a sous-traité nombre de ses fonctions les plus exigeantes (économique, culturelle, sociale) aux forces du marché dérégulées. La référence à une identité nationale n’a plus une place privilégiée au sein de l’existence humaine. Des communautés marginales par rapport au cadre des États-nations s’édifient. Un monde de coalitions fluides et temporaires se déploie (« nature irrémédiablement provisoire et révocabilité incurable, de tout tracé de limite », p. 26), permettant à la domination de dégager de nouvelles voies de réalisation, et d’autres stratégies plus légères, moins encombrantes, et contraignantes. Bauman assume ici l’idée foucaldienne d’un passage de nos sociétés de la discipline au contrôle, passage du panoptisme aux flux (p. 53), dont la conséquence est : la fin des statuts et des sécurités associées aux

statuts, la dissolution des plans de carrière au profit de projets épisodiques, et un contrôle social amplifié par émergence du spectre de l'insécurité.

Et l'auteur de tirer de cette considération les deux questions suivantes : totalement dépouillé, sous l'effet de la globalisation et des coalitions fluides et temporaires, de sa souveraineté et de sa position privilégiée, que peut encore revendiquer l'État-nation ? Le concept de « société » (dont le rôle dans cet ouvrage nous vaut de belles analyses génétiques, passant entre autres par Aristote (p. 77 *sq*.)) n'est-il pas périmé ? La sociologie perdant avec la globalisation son objet principal, un objet qui a perdu ses limites si bien tracées jusqu'alors ? Disons plus généralement que, pour Bauman, dans notre espace planétaire global, on ne peut plus tracer de frontières derrière lesquelles quelqu'un pourrait se sentir en sécurité (p. 24).

La réalité capitaliste mondialisée de la société actuelle est tissée d'une désymbolisation du monde. Les hommes ne doivent plus s'accorder à des valeurs symboliques transcendantes. Ils doivent simplement se plier au jeu de la circulation infinie et élargie de la marchandise. La condition humaine change. Il n'y a plus qu'un enjeu : s'accorder aux flux toujours mouvants de la circulation de la marchandise… Les hommes doivent se transformer en s'adaptant à la marchandise (« créativité »), promue comme seule réalité. Une nouvelle éducation s'élabore qui vise à produire un sujet désormais ouvert à tous les branchements marchands et à toutes les fluctuations identitaires (« l'éphémère et l'obsolescence intégrée se changent en atout » [p. 59]). Le problème n'est pas d'acquérir un savoir-faire, mais de disposer d'un savoir-être, de la qualité d'être bien connecté, capable d'avoir autour de soi un grand cercle de personnes. Et les médias jouent là autour un rôle essentiel : en eux, la procuration est proposée comme substitut à une vie privée dépourvue d'attraits (même il est possible de se propulser soi-même sur la scène médiatique quelques secondes). En somme, un monde sans « limites » (à la manière de Jean-Pierre Lebrun, *Un monde sans limites*, Ramonville, Erès, 1997), si on veut !

Nous passons de l'espace-temps (territoire et clôture de référence) à l'espace-vitesse qui n'est plus fondé sur l'espace géographique, mais sur l'abolition de la distance temporelle.

Avec des risques : l'inégalité et la polarisation croissantes du globe, la destruction massive de moyens d'existence, l'appauvrissement de régions et populations entières, le réveil d'animosités et sentiments tribaux avec toutes les conséquences meurtrières, souvent génocidaires, que cela implique.

La sociologie au tournant.

Il convient de reconnaître tout d'abord, précise Bauman, l'apport décisif du concept de « société » en sociologie. Son élaboration devait constituer une réponse au problème suivant : dès lors que les regroupements humains ne sont pas le produit d'un acte divin, ou du hasard (ethnie, tradition,…), de quoi procèdent-ils ? Formulée dans les termes de Thomas Hobbes, la question devient celle-ci : « comment se fait-il que les actions des acteurs volontaires ne soient pas aléatoires, et que des motifs réguliers et durables soient tissés avec le fil d'actions motivées individuellement ? ». La réponse à la question tient dans le concept de « société » : la société est un système articulé de pratiques internes qui cohèrent les hommes entre eux, et, par des pratiques d'incorporation, se reproduit durablement.

Dans ce cadre, le concept de société retraitait l'expérience moderne des rapports entre les hommes, et participait à la construction de normes et de modèles sociaux. Le rôle de la sociologie a été de faciliter et mettre en pratique le projet moderne de société. La sociologie n'était donc que la glose théorique du traitement réel des individus par les organismes de gestion de l'État. Au risque de se convertir en une socio-technocratie. Non sans que certains sociologues n'émettent des doutes ou des réticences (Émile Durkheim s'inquiétant des menaces contre la solidarité, Max Weber se tourmentant de l'érosion de l'individualité).

Mais dans les conditions actuelles, ce modèle n'a plus de signification. Nous ne vivons plus dans les sociétés « solides » de ce type, mais dans des « sociétés liquides » (p. 65). « Conséquence de tout cela, la sociologie, comme la société, son vieil objet, se retrouva dans une impasse, pour des raisons certes différentes : elle perdit son objet naturel/naturalisé en même temps que son client manifeste » (p. 23). La sociologie a perdu un concept qui prétendait référer

à des limites clairement tracées. « Aucune limite, quand bien même on la tracerait généreusement et même si la partie du globe qu'elle circonscrivait était des plus vastes et riches en ressources, ne contient la totalité autonome et se perpétuant d'elle-même que le type de société constitué par le récit sociologique était censé incarner » (p. 35).

Pour survivre, elle doit construire désormais de nouveaux objets : l'espace-vitesse, les politiques globales naissantes, les résistances à la globalisation, …, la liste n'est pas limitative.

Quel concept peut en revanche rendre compte de la réalité présente ? La disqualification du concept de « société » ne doit pas interdire toute pensée de la condition humaine et sociale présente. Mais quels concepts rendent clairement compte de cette réalité ?

Ceux de : « modèle liquide », « d'organisme néo-libéral », de « transnationalité ».

Une autre orientation ?

D'un autre point de vue, enfin, la globalisation, qui est devenue une réalité, engage un défi éthique et politique. S'il n'est pas possible de faire marche arrière, alors apprenons à poser à nouveau la question de la justice et de l'équité à partir de ces transformations irréversibles. « La question n'est pas de savoir comment inverser le cours de l'histoire », elle est de savoir comment intervenir en lui. Quelle utopie inventer de nos jours ?

Celle d'un monde solidaire sans référence à des territoires.

Dans ce monde globalisé, nous n'avons pas intérêt à laisser la toute puissance au marché, au « nouveau désordre mondial », qui émerge du processus unilatéral et dérégulé de la globalisation. Entre nous, nous partageons plus d'aspects de notre vie que jamais auparavant. Nous disposons de plus de raisons que jamais pour privilégier la parole sur le combat, dans nos rapports mutuels.

Ici intervient une sorte d'inspiration kantienne, au cœur du propos de Bauman. Nous habitons une sphère, et une même sphère dont nous ne pouvons nous échapper ; nous ne pouvons nous disperser indéfiniment ; nous devons partager la propriété de la surface de la terre (*cf*. Immanuel Kant, *Idée d'une histoire universelle vue d'un point de vue cosmopolitique*). « Sur cette planète nous dépendons les uns des autres, et rien de ce que nous faisons ou nous abstenons de faire n'est indifférent au destin de nos congénères. Du point de vue éthique, voilà qui nous rend, chacun, responsables les uns des autres » (p. 31).

Il nous faut instaurer entre nous une communauté de destin. Le choix se résume pour l'heure à ceci : ou bien la solidarité de l'humanité commune ou bien la solidarité de la destruction mutuelle (p. 30).

De toute manière, il n'existe plus de solutions locales aux problèmes globaux. Rythmant le texte, cette formule implique une puissante réflexion qui donne sa charpente à l'exploration entreprise : comment combattre la misère humaine amplifiée par la globalisation, et canaliser celle-ci vers une distribution équitable de ses bienfaits ? « Aujourd'hui…. Il s'agit de créer et d'enraciner des institutions d'action politique efficace à même de rivaliser en taille et en puissance avec les forces économiques déjà globales, et de les soumettre à un examen politique et contrôle éthique » (p. 28).

Dans ce dessein, travaillons à l'installation d'une arène politique globale. Une arène qui fait aujourd'hui défaut. « Il faut faire appel à des forces véritablement nouvelles pour rétablir et renforcer un forum véritablement global adapté à l'ère de la globalisation.

***

Le concept de société a renvoyé longtemps à une réalité, mais il constitua aussi un cadre cognitif et un schème pratique d'intégration.

Pour ce qui relève des concepts grâce auxquels nous forgeons nos cadres cognitifs, l'auteur est clair : le profond changement de composition de la société, entraîné par les nouvelles voies prises par les rapports sociaux devra tôt ou tard se refléter dans les préoccupations et stratégies de la sociologie.

Mais du coup, nous sommes obligés d'affirmer aussi que la modernité, au sein de laquelle sont nés et l'État et la société, trouve sa fin sous nos yeux. La modernité naquit sous le signe d'un tel ordre (de pensée, d'organisation). Elle n'a plus lieu d'être, ni dans ses concepts (société, histoire), ni dans ses perspectives (révolution, rupture).

Pour ce qui relève maintenant de l'esquisse d'une compréhension du monde contemporain, l'auteur retrace les mutations en cours, les conditions qui changent désormais, de façon abrupte, et dont il résulte qu'on « ne sait trop quelles sont les règles du jeu que l'on joue à l'heure actuelle ». Et l'auteur de proposer derechef (ce fut déjà fait dans des ouvrages antérieurs) un concept pour notre époque, celui d'« étape liquide ». Métaphore, d'ailleurs, plutôt que concept. À quoi s'ajoute que l'auteur n'abandonne pas l'idée qu'il est possible d'intervenir dans ce devenir contemporain du monde. À condition toutefois de penser des organismes d'action collectifs et efficaces à long terme.

Résumé

L'auteur (1925), polonais, est sociologue (Varsovie). Suite à la publication de quelques ouvrages analysant les sociétés contemporaines, dont l'un portait sur Le Coût humain de la mondialisation (Paris, Hachette, 2003, traduction de Globalization : The Human Consequences, Cambridge, Polity Press, 1998), il s'attache ici à deux objets : l'historicisation du concept de société et la ...

Bibliographie

Jürgen Habermas, *Theorie der Geselleshcaft oder Sozialtechnologie ?* 1971, Suhrkamp, Frankfurt am Main.

Alain Touraine, *L'inutile idée de société*, in *Philosopher*, collectif, Fayard, 1980.

Michel Foucault, « Il faut défendre la société », 1976, Cours au Collège de France, Paris, Gallimard/Seuil, 1997.